

Initiatives ministérielles

à l'achat d'actions qui seront réparties entre les employés.

Grâce à ce système, une société peut fabriquer un meilleur produit à un prix plus compétitif. Magna est aujourd'hui une société aussi compétitive que ses contreparties en Allemagne et au Japon. C'est d'un système comme ça dont nous avons besoin pour assurer la participation au capital et aux bénéfices des employés. Ce qu'il nous faut, c'est un système où tout se fait de façon transparente et ouverte, où la direction est aussi responsable que l'employé, et non une mesure partielle comme celle-ci.

[Français]

M. Guy H. Arseneault (Restigouche—Chaleur): Monsieur le Président, j'aimerais, pour commencer, féliciter mon ami, mon collègue de Broadview—Greenwood pour son allocution aujourd'hui.

J'aimerais peut-être mentionner aujourd'hui que la Société canadienne des postes a l'intention de fermer au moins 5 000 bureaux de poste ruraux à travers le Canada. Le député de Broadview—Greenwood a bien parlé aujourd'hui de présence fédérale dans les communautés rurales, et j'aimerais l'en féliciter. Je sais qu'il demeure à Toronto, ce qui fait que parfois on peut perdre la vision d'un pays d'un océan à l'autre, la vision d'un pays avec des communautés rurales. Mais je connais mon collègue, et il connaît le Canada. Je peux de plus assurer les concitoyens et concitoyennes de ma circonscription que ce député connaît la situation à travers le pays.

• (1220)

J'aimerais peut-être demander au député de nous donner son opinion sur la décision de la Société canadienne des postes de fermer les bureaux de poste ruraux. Je sais que dans ma circonscription de Restigouche—Chaleur, on vient d'annoncer la fermeture d'un bureau de poste à Pointe-Verte. Le maire Maxime Lejeune et son conseil s'opposent à cette fermeture; les citoyens, citoyennes et moi-même nous nous y opposons.

Le député a parlé d'une présence fédérale dans les communautés. Pourrait-il peut-être nous faire des commentaires sur ces politiques de la Société canadienne des postes?

[Traduction]

M. Mills: Monsieur le Président, je remercie mon collègue de sa question.

L'un de nos députés a avancé tout à l'heure quelques idées dont nos services postaux pourraient tirer partie. Il a parlé des services bancaires, par exemple, et je crois que c'est une bonne idée.

Le problème que nous éprouvons, c'est le gouvernement lui-même. Peu importe qui sera le prochain chef de ce parti, la députée de Vancouver ou le député du Québec, c'est qu'il a pour principe de battre en retraite, comme gouvernement national. C'est lui qui a opéré le repli le plus considérable dans toute l'histoire de notre pays. Pour peu qu'un service ou une société ne soit pas immédiatement rentable, il l'élimine, le fait disparaître ou s'en départit.

La plupart des entreprises ont des difficultés, et je n'arrive pas à comprendre pourquoi car il y a en face quelques personnes qui ont l'expérience du monde des affaires, mais, de toute évidence, elles n'ont aucune influence sur le Cabinet. Dans l'entreprise, lorsque la rentabilité est menacée, il y a un effort de créativité au conseil d'administration, dans l'usine, dans tous les services. Il s'agit de voir comment on peut se diversifier si les ventes sont à la baisse et que la rentabilité n'y est plus. L'entreprise essaie de diversifier sa production pour améliorer la rentabilité, survivre et garder ses employés.

Le gouvernement a une responsabilité supplémentaire. Il n'a pas à se soucier uniquement des finances, de la gestion des deniers publics. Il doit aussi veiller à ce que les régions du pays qui n'ont pas la masse démographique critique aient droit à des services à la hauteur des normes nationales, comme les centres plus riches.

C'est cela, être Canadien. C'est avoir des normes nationales, des services nationaux et on y a droit, peu importe de quelle région on est, d'une région défavorisée ou rurale ou encore du centre-ville de Toronto. Le gouvernement a complètement négligé de tenir compte de cette attitude à l'égard de l'ensemble de notre pays.

Je suis étonné de voir le ministre des Approvisionnement et Services parmi nous. Je sais qu'il y a beaucoup de créativité chez les fonctionnaires de son ministère. Pourquoi ne pourrait-on pas reprendre certains bureaux de poste ruraux et en faire des centres où il serait non seulement possible de faire des transactions bancaires, mais où les petites entreprises pourraient aussi venir soumissionner pour tenter de décrocher des contrats avec le gouvernement?